

Profs bashing : Les réactions syndicales

2 minutes



" Alors que dans leur grande majorité, les PE ont repris la classe, on les soupçonne de jouer les prolongations du confinement et le ministère, censé les soutenir, entretient le flou sur des chiffres fantaisistes. Une manière de déplacer le projecteur et de les rendre responsables d'une situation particulièrement mal gérée", écrit le Snuipp Fsu. " Une enquête du SNUipp-FSU indique que moins de 10% des personnels enseignants sont concernés par des problèmes de santé ou de vulnérabilité de leur entourage, et ne peuvent aujourd'hui reprendre la classe en présentiel. Bien loin donc, des 40% qui seraient soi-disant « dans la nature »".

"Une campagne de dénigrement des personnels enseignants a cours dans un certain nombre de media depuis quelques jours. Aujourd'hui, c'est au tour du ministre Blanquer lui-même de livrer les personnels à la vindicte populaire", écrit Sud Education."Le ministre a ainsi pu déclarer qu'une partie des personnels "n'a pas été à la hauteur", et que leurs manquements sont "sanctionnables". Comme à son habitude, Blanquer use de trois registres pour essayer de faire oublier son incapacité à gérer correctement la crise sanitaire : paternalisme, infantilisation et autoritarisme... Le ministre Blanquer n'a pas un mot pour défendre les personnels face à la mise en cause de leur professionnalisme. Il n'a pas non plus un mot pour les personnels qui ont contracté le virus en retournant au travail dans des conditions sanitaires déplorables, dont il est responsable en dernier ressort".

[Snuipp](#)

[Sud éducation](#)

Ils sont bien là

4-5 minutes

Actualités > [Syndicales](#) > [Expressions](#)

Alors qu'on entend dire ici ou là que les personnels enseignants rechigneraient à reprendre la classe, une mise au point s'impose : non, les personnels enseignants ne sont pas dans la nature, ils s'occupent de leurs élèves.

Entre les contraintes du protocole sanitaire qui réduit de fait les capacités d'accueil et la demande légitime des familles à ce que leurs enfants reviennent à l'école, les enseignantes et les enseignants des écoles sont soumis à des injonctions paradoxales. Alors que dans leur grande majorité, les PE ont repris la classe, on les soupçonne de jouer les prolongations du confinement et le ministère, censé les soutenir, entretient le flou sur des chiffres fantaisistes. Une manière de déplacer le projecteur et de les rendre responsables d'une situation particulièrement mal gérée.

Le communiqué

Les enseignants sont bien là

Quand dans la même phrase le ministre de l'Éducation nationale dit « toutes les familles qui le souhaitent devront pouvoir scolariser leur enfant même partiellement » et « le protocole est inchangé », on assigne à l'école un objectif intenable et, par ricochet, on jette l'opprobre sur les enseignants. En tenant compte du protocole, dont les 4M2 par enfant, l'exercice est en effet impossible et pourrait au mieux déboucher sur un accueil partiel de davantage d'enfants ce qui ne correspond pas à la demande légitime des familles. Le ministère sait très bien que l'école ne peut pas tenir cette promesse mais dégage ainsi sa responsabilité et entretient le doute sur la présence des enseignants. De même, en faisant rêver sur un accueil périscolaire parallèle qui ne peut être organisé partout, il se dédouane sur les municipalités.

Les enseignantes et les enseignants des écoles sont là. Ils l'ont été pour accueillir les enfants de soignants sans masques et sans gel pendant de longues semaines. Ils l'ont été pour l'enseignement à distance où ils ont dû improviser à la hâte sans matériel professionnel et sans formation, maintenant activités scolaires et lien précieux avec leurs élèves. Ils ont été là à la reprise dès que

l'école a ouvert pour assurer la scolarisation en présentiel mais aussi en distanciel. Nombre d'entre eux effectuent une double journée entre élèves présents et élèves à distance. Des enseignants ont même été désignés par les inspecteurs pour se consacrer uniquement à l'enseignement à distance car seule une minorité d'élèves peut être accueillie dans les écoles.

Par ailleurs la stratégie ministérielle du volontariat des familles qui tourne le dos à l'école de tous et toutes, freine le retour des élèves ayant le plus besoin d'école et est un facteur de creusement des inégalités.

Une enquête du SNUipp-FSU indique que moins de 10% des personnels enseignants sont concernés par des problèmes de santé ou de vulnérabilité de leur entourage, et ne peuvent aujourd'hui reprendre la classe en présentiel. Bien loin donc, des 40% qui seraient soi-disant « dans la nature ».

Comme tous les salariés, les enseignants doivent rendre des comptes à leur hiérarchie qui sait qu'ils travaillent et témoigne d'ailleurs de la qualité de leur engagement pour faire classe, en présentiel comme en distanciel, dans les conditions imposées par le protocole sanitaire. Ils sont bien là et une fois de plus ils tiennent le système éducatif à bout de bras tandis que le ministère censé les soutenir entretient le flou sur des chiffres fantaisistes, une manière de déplacer le projecteur et de les rendre responsables d'une situation particulièrement mal gérée.

Paris, le 10 juin 2020



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 10 juin 2020

SUD éducation condamne les propos indignes de Blanquer contre les personnels

Une campagne de dénigrement des personnels enseignants a cours dans un certain nombre de media depuis quelques jours. Aujourd'hui, c'est au tour du ministre Blanquer lui-même de livrer les personnels à la vindicte populaire.

Le ministre a ainsi pu déclarer qu'une partie des personnels "n'a pas été à la hauteur", et que leurs manquements sont "sanctionnables".

Comme à son habitude, Blanquer use de trois registres pour essayer de faire oublier son incapacité à gérer correctement la crise sanitaire : paternalisme, infantilisation et autoritarisme.

Les enseignant-e-s se sont massivement porté-e-s volontaires pour accueillir les enfants de personnels soignants et des services publics vitaux. Ils et elles ont, avec leur propre équipement, continué massivement également à maintenir le lien avec les élèves malgré l'absence d'outils, de formation, et d'organisation de la part de l'administration. Le ministre clamait haut et fort qu'il était "prêt", alors que les services en ligne (espaces numériques de travail, classes virtuelles, etc.) se sont révélés largement défaillants.

Depuis la réouverture des écoles et des établissements, les organisations syndicales dont SUD éducation ont obtenu qu'un protocole sanitaire permettant de limiter les risques de contamination soit mis en œuvre. Les mesures de distanciation physique (moins drastiques que dans le reste du monde du travail) nécessitent de limiter les effectifs dans des bâtiments trop exigus. Dans ces conditions, de nombreux personnels sont invités à maintenir l'activité à distance. Le ministre et certains media font semblant de l'ignorer. Et si des enseignant-e-s n'ont pas pu retourner dans leurs établissements scolaires ce n'est pas par

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



“fainéantisme” mais bien parce que certain-e-s d’entre elles et eux sont des personnels à risque.

Le ministre Blanquer n’a pas un mot pour défendre les personnels face à la mise en cause de leur professionnalisme. Il n’a pas non plus un mot pour les personnels qui ont contracté le virus en retournant au travail dans des conditions sanitaires déplorables, dont il est responsable en dernier ressort.

Les personnels n’ont pas de leçon à recevoir d’un ministre qui quelques heures à peine avant la décision prise par le gouvernement de fermer les écoles et les établissements au public, exigeait encore que les agent-e-s se rendent sur leur lieu de travail. Régulièrement avant le confinement, tout comme depuis, les annonces ministérielles qui se sont multipliées se sont révélées floues, contradictoires, et anxiogènes tant pour les personnels que pour les élèves.

Le ministre persiste dans l’irresponsabilité en menaçant de sanctionner les personnels.

Pour SUD éducation, les propos du ministre de l’Éducation sont indignes.